

Idées - Tribune libre - Histoire -

Article paru le 3 juin 2004

Imprimer

Fermer

L'antisémitisme ne peut se diviser Par Annie-Paule Derczansky, journaliste

Pourquoi les actes anti-juifs sont-ils brandis comme un danger pour la République quand ils émanent de la population arabo-musulmane ? Pourquoi, pendant des décennies, les actes et propos antisémites de la population française de souche étaient-ils activement étouffés ? L'antisémitisme d'immigration n'est pas une remise en cause de l'appartenance à la communauté nationale, tandis que le second fait basculer l'intégration et la reconnaissance des droits des juifs en France.

Il a toujours perduré dans ce pays un antisémitisme rampant plus ou moins exprimé selon les lieux, les milieux professionnels et les classes sociales. Aujourd'hui encore, des professions restent fermées à ceux qui ne sont pas de confession catholique. Cela relève du rituel de cooptation et de la célébration régulière de messes dans le cadre de l'exercice professionnel. Sans compter les clubs de loisirs très sélects où n'entre pas qui veut. Un juif n'y a pas ses lettres de créances.

En 2001, lors d'une réunion à Paris de dirigeants d'institutions juives avec le président mondial de l'Agence juive, il est demandé que la France soit retirée de la liste, établie par Israël, des pays où la lutte contre l'antisémitisme est prioritaire. Le gratin communautaire présent explique qu'en aucun cas les juifs ne sont en danger : la volonté collective, ce jour-là, est de ne surtout pas remettre en cause une intégration paisible, réussie et spectaculaire.

Pourtant, des enseignements, publications et parti politique (le FN est un parti politique au même titre que le PS) peuvent faire leur, au choix, l'antisémitisme, le révisionnisme, la judéo-phobie. Seulement, le dénoncer, c'est peut-être ouvrir la porte à la remise en cause d'un statut de citoyen qui n'a que deux siècles et demi à peine. La réussite économique a longtemps fait passer sous silence les limites de l'expression identitaire.

Les actes anti-juifs des jeunes voyous qui s'attaquent à des symboles communautaires d'intégration sont relevés et dénoncés comme un antisémitisme gratuit, alors qu'il s'agit d'actes beaucoup plus complexes qui relèvent des séquelles de la guerre d'Algérie. Jamais l'Intifada n'est citée lors des gardes à vue des fautifs d'actes anti-juifs. Quelles images de réussite, d'envie, de jalousie tourment la tête de ceux qui n'ont pas fini de digérer la décolonisation et les protectorats ? Ceux-là qui réclament aujourd'hui des droits, tous les droits, et le port du voile en est un symbole. Du reste la population juive d'Afrique du Nord ne s'y trompe pas quand nombre d'entre eux déplorent : " Ils veulent les mêmes droits que nous. "

Du Franprix hallal dérangeant à Évry au Franprix de quartier caché, boulevard Voltaire, comment certains ne peuvent-ils pas penser qu'il y a deux poids et deux mesures ? (Rassurons-les : heureusement que le maire d'Évry n'est pas celui du 11e.) Pourtant, dans ce 11e arrondissement foisonnent restaurants et boutiques cachés. La population juive affiche ses perruques et ses caftans, sans incidents. Les femmes arabes parlent français, les enfants musulmans sont bien élevés, une classe moyenne arabo-musulmane qui est en train de réussir son intégration n'hésite pas à dire " shabbat shalom " à ses voisins juifs.

La revendication de la citoyenneté française durement acquise et qui pour les juifs d'Afrique du Nord ne remonte qu'au décret Crémieux de 1871 est le prisme à travers lequel les juifs se battent ou ne se battent pas contre l'antisémitisme. Face à l'antisémitisme franco-français, la norme est de se taire par peur d'une " éviction " de la société nationale. La dénonciation et la volonté de faire pression sans relâche pour que soient décriés, jugés, punis les actes anti-juifs d'une population minoritaire en France permet aux juifs de France de ne pas exiger de la France un vrai travail national qui ne se limite pas à une population donnée et stigmatisée.

Le refus de la gauche française de prendre en compte ce " nouvel antisémitisme " au motif qu'il viendrait d'une population elle-même en difficulté ne me semble pas valide. La gauche n'a tout simplement pas voulu gérer le renouveau de l'antisémitisme parce que cet odieux poison gêne l'ensemble de la mémoire française et son présent. Je reprends ici les propos que m'a tenus Illan Greilsammer, lors d'une enquête que j'ai réalisée pour le journal Réforme l'été 2002 : "

L'antisémitisme est un mouvement pendulaire des sociétés occidentales qui revient tantôt à droite tantôt à gauche. Ou les juifs de diaspora font avec ou ils viennent s'installer ici. "

Par ailleurs, clamer le bienfait des relations judéo-chrétiennes et expliquer que le monde musulman a quelques dizaines d'années de retard est une franche hypocrisie. Aujourd'hui encore, dans une

école catholique, sur la table du parloir plusieurs ouvrages d'élèves réalisés au cours de culture religieuse sont à disposition : il y a un livret sur l'islam, un sur le bouddhisme, un sur l'hindouisme et un sur le protestantisme, rien sur le judaïsme. L'un des membres de l'équipe pédagogique m'a dit : " Jésus a renié le judaïsme. " Les juifs français se battent pour sauver une citoyenneté durement acquise que des revendications d'affirmation identitaire d'une autre communauté et que son échec d'intégration (par la défaillance volontaire des pouvoirs publics français) risquent d'égratigner.

Les petits voyous auraient pu s'appuyer sur l'exemple juif de l'intégration, mais n'ont-ils pas été manipulés insidieusement à se retourner contre ce qui a toujours dérangé la France, son " étranger ", c'est-à-dire le juif ?

N'existe-t-il pas une perversité qui a provoqué l'affrontement de deux communautés dont le traitement de l'Intifada fut la plus belle arme ?

Françoise Giroud dit-elle autre chose quand elle écrit : " Ici, chacun a la sensibilité (.) plus favorable aux Palestiniens qu'aux Israéliens, lesquels ont le grand tort... d'être juifs (*). "

Malheureusement, l'antisémitisme devient une bataille de récupération politique. La gauche manifeste quand elle peut dénoncer l'extrême droite et la droite manifeste si elle peut dénoncer l'extrême gauche et l'islamisme.

(*) Demain déjà, Éditions Fayard.